

CHAMBRE DES COMMUNES.

Lundi, 20 janvier, 1890

L'ORATEUR ouvre la séance à trois heures

PREMIÈRES LECTURES.

PRIÈRE.

Bill (n° 2) permettant la réciprocité dans les cas de naufrage et de remorquage des navires et radeaux.—(M. Trow, pour M. Charlton.)

Bill (n° 3) autorisant les navires enregistrés aux Etats-Unis à faire le sauvetage, le remorquage et le cabotage dans les eaux canadiennes.—(M. Ferguson, (Welland) pour M. Patterson, (Essex).)

Bill (n° 4) autorisant les navires étrangers à porter secours aux navires naufragés ou désarmés dans les eaux canadiennes.—(M. Kirkpatrick.)

Bill (n° 5) à l'effet d'établir de nouvelles dispositions pour prévenir la cruauté envers les animaux, et de modifier le chap. 172 des Statuts révisés du Canada.—(M. White (Cardwell) pour M. Brown.)

LETTRES DE CHANGE ET BILLETS
A ORDRE

Sir JOHN THOMPSON : Qu'il me soit permis de présenter le bill (N° 6) concernant les lettres de change et les billets à ordre. C'est un bill dont la Chambre s'est un peu occupée à la dernière session, et je le présente aujourd'hui, conformément à ce que nous avons convenu alors.

La motion est adoptée et le bill lu la première fois.

MODIFICATIONS A L'ACTE DES
ELECTIONS.

Mr. JONCAS : Je demande qu'il me soit permis de présenter un bill (N° 7) pour modifier de nouveau l'acte concernant les élections fédérales, chapitre 8 des Statuts révisés du Canada.

Mr. MILLS (Bothwell) : Donnez des explications.

Mr. JONCAS : C'est le bill que j'ai présenté l'an dernier ; il est d'un intérêt purement local. Il demande que Gaspé jouisse des mêmes privilèges qu'Algoma, dans la province d'Ontario, et Cariboo, dans la province de la Colombie Anglaise, puisque les délais aujourd'hui accordés ne sont pas suffisants pour permettre à l'officier-rapporteur d'afficher ses proclamations à temps.

La motion est adoptée, et le bill lu la première fois.

BUREAU DE POSTE DE MAPLE HILL.

M. LANDERKIN : Le bureau de poste de Maple Hill, dans le comté de Bruce, a-t-il été fermé ? Si oui, pour quel motif ? Le gouvernement se propose-t-il de l'ouvrir de nouveau ?

M. HAGGART : Le bureau de poste de Maple Hill a été fermé, et cela, à cause de la résignation du maître de poste. Le gouvernement se propose de l'ouvrir de nouveau.

PROCÈS DE ROBERT VOLLET.

M. LANDERKIN : Le gouvernement se propose-t-il de solder les frais du procès de Robert Vollet, de Durham, qui a subi son procès aux assises tenues à Walkerton, l'automne dernier ?

Sir JOHN THOMPSON : Nous n'avons reçu aucune demande à ce sujet.

DIVISION DE SHAWENEGAN.

M. DESAULNIERS : Le gouvernement a-t-il été informé de la mort de l'honorable sénateur James Ferrier, de la division de Shawenegan, P. Q. ? Si oui, pour quelle raison n'a-t-il pas rempli cette vacance au Sénat, quand les comtés de Saint-Maurice et de Maskinongé, par leurs députés, ont fait connaître les vues de leurs électeurs à qui de droit ?

Sir JOHN A. MACDONALD : Le gouvernement a appris la mort de l'honorable James Ferrier, et a encore sous considération la nomination de son successeur.

PAIEMENT A L'ILE DU PRINCE-ÉDOUARD.

M. PERRY : Le gouvernement de l'Île du Prince-Édouard a-t-il tiré des sommes de deniers à compte du capital, à Ottawa, depuis le 14 janvier 1889 ? Si oui, quel montant, et quand a-t-il été retiré ?

M. FOSTER : Le gouvernement de l'Île du Prince-Édouard n'a retiré aucune somme de deniers à compte du capital, à Ottawa, depuis le 14 janvier 1889.

EMPRUNT TROIS POUR 100 DE 1888.

M. WHITE (Cardwell) : Une partie de l'emprunt trois pour 100, de 1888, a-t-elle été achetée pour le fonds d'amortissement, depuis le 30 juin 1889 ? Si oui, quel montant, quand et à quel prix ?

M. FOSTER : Les montants suivants ont été achetés de l'emprunt 3 pour 100 de 1888, pour le fonds d'amortissement :

Date.	Montant acheté.	Taux.	Int. aceru.	Taux net.
Juillet.....	\$ 56,456.86	95½	nil	£95 10 0
Octobre.....	92,591.34	94½	3 mos ¾ p.c.	94 0 0
		95½	3 " ¾ p.c.	94 10 0
Novembre....	247,589.50	95½	4 " 1 p.c.	94 17 6
		96	4 " 1 p.c.	95 0 0
Décembre....	97,315.44	96½	5 " 1½ p.c.	95 5 0
		96¾	5 " 1½ p.c.	95 2 6
	\$493,953.14		Moy. du coût.	95 16 6
			Coût net.	94 18 4

DÉPOTS DES ENTREPRENEURS.

M. McMULLEN : Est-il d'usage de transférer dans les banques d'épargnes du gouvernement, des montants déposés par des entrepreneurs dans des banques chartées ? Cela a-t-il été fait dans certains cas au cours de l'année dernière ?

M. FOSTER : Il n'est pas d'usage de transférer dans les banques d'épargnes du gouvernement des montants déposés par des entrepreneurs dans des banques chartées, et je ne sache pas que la chose ait été faite.

BILLS DÉSAVOUÉS.

M. LANDERKIN : Je propose—

Qu'il soit présenté un état faisant connaître le nombre de bills désavoués depuis la Confédération, ainsi que le